

Tribune libre

Déclaration du Groupe pour la construction du Parti Ouvrier Révolutionnaire, de l'Internationale Ouvrière Révolutionnaire

Les travailleurs et la jeunesse de Tunisie ont chassé Ben Ali

La révolution tunisienne a commencé

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a soutenu Ben Ali :

Bas les pattes devant les travailleurs et la jeunesse de Tunisie!

***La responsabilité des dirigeants du mouvement ouvrier, syndicats
(CGT, FO, FSU...) et partis c'est de se placer :***

Inconditionnellement du côté des masses tunisiennes

Le 14 janvier, 100 000 travailleurs et jeunes tunisiens, massés devant le ministère de l'Intérieur à Tunis, ont chassé Ben Ali. Depuis le 17 décembre, le pays se couvre de manifestations quotidiennes, massives, qui ont affronté une répression sanglante et bravé l'état d'urgence décrété par le dictateur.

Le 18 janvier, malgré trois jours de terreur, les masses tunisiennes ont repris la rue à l'annonce d'un « gouvernement de transition » vertébré par le RCD, parti de la dictature, au cri de « RCD dégage! ». Elles ont brisé l'alliance conclue entre ce parti et la direction du syndicat unique, l'UGTT, contrainte de retirer ses trois ministres du gouvernement.

Effrayés par la puissance de ce mouvement qu'ils échouent à réprimer, tous les soutiens de la dictature ouvrent le bal des hypocrites: pour préserver le régime, la direction du RCD a fait mine de « s'auto-dissoudre », le premier ministre Ghannouchi et ses ministres de quitter ce parti. Le 20, trois jours de « deuil national » ont été décrétés par les assassins du peuple tunisien, pour faire refluer les manifestations: mais les manifestations continuent.

Ainsi, le 23 janvier, 1000 jeunes venus par leurs propres moyens de Sidi Bouzid et du centre du pays – d'où la mobilisation est partie – se sont installés devant le ministère de l'Intérieur à Tunis, avec comme mot d'ordre: « Le peuple veut la chute du gouvernement ».

Ce mouvement pose la question du pouvoir: les masses tunisiennes veulent en finir avec la dictature, son « gouvernement », ses institutions, son appareil d'Etat répressif. Elles veulent en finir avec l'alliance maffieuse du « clan Ben Ali » et des grands groupes capitalistes, en particulier français, qui accaparent les richesses du pays et contraignent l'immense majorité de la population à l'exploitation, l'oppression et la misère.

L'«ordre» impérialiste remis en cause

Dans le monde entier, la révolution tunisienne suscite la sympathie des travailleurs et de la jeunesse. Au Maghreb, au Moyen-Orient, elle ravive l'espoir d'en finir avec le talon de fer des dictatures honnies et donne l'impulsion à des manifestations en Algérie, en Jordanie, en Palestine, en Egypte et au Yémen. Tout le système de pillage et d'exploitation mis en place par Paris et Washington est en cause. Les puissances impérialistes, leur « gendarme » israélien, les roitelets et dictateurs arabes scrutent la Tunisie avec inquiétude et se concertent pour faire refluer la révolution.

Le gouvernement Sarkozy-Fillon a soutenu Ben Ali. Il a proposé par le biais d'Alliot-Marie de lui envoyer des policiers et a donné son accord à l'expédition de matériel anti-émeutes. Depuis sa mise en place en 1987, la dictature offre aux capitalistes français les meilleures garanties d'exploitation et de pillage de la Tunisie, de sa main-d'oeuvre qualifiée: 40% des entreprises étrangères, 75% de la production manufacturière, plus de 100 000 travailleurs tunisiens sont directement exploités par de grands groupes français, qui achètent à bon marché 23% des exportations du pays. Après des décennies d'exploitation de sa main-d'oeuvre immigrée, le capitalisme français en crise utilise aujourd'hui la dictature pour empêcher tout nouvel afflux vers l'Europe. Maintenant que Ben Ali est chassé, le gouvernement Sarkozy-Fillon accompagne le ravalement de façade « démocratique » du régime tunisien aux abois, l'invite à organiser à sa guise de prétendues « élections libres » dans les plus brefs délais, sous sa tutelle et sous celle de l'Union Européenne. Il oeuvre dans le même temps à garantir ses contrats léonins avec la Tunisie, ses accords anti-immigration, et soutient dans l'Union Européenne l'octroi d'un « statut avancé » en vue de « libéraliser les échanges » avec la Tunisie, sur le dos des masses tunisiennes.

Les travailleurs et la jeunesse de Tunisie cherchent à s'organiser

D'une puissance sans précédent depuis 1956, le mouvement spontané des masses tunisiennes se heurte au manque total d'organisations ouvrières indépendantes. Alors que toutes les forces dites d' « opposition », y compris celles issues du PC, se situent sur le terrain d'un « gouvernement provisoire » assurant la continuité du régime, les masses tunisiennes cherchent à construire leurs organisations, à arracher les libertés démocratiques indispensables à leur combat: droit de grève, de manifestation, d'expression, d'information et d'organisation.

Elles cherchent à mettre le syndicat unique, l'UGTT, au service de leurs revendications, lui ont imposé la rupture avec le gouvernement, le soutien aux manifestants. Elles se heurtent en cela à un appareil dirigeant mis en place sous Ben Ali. Le secrétaire général de ce syndicat rencontrait encore Ben Ali deux jours avant sa fuite! Il leur faut en dernière analyse expulser l'appareil bureaucratique inféodé à la dictature, construire une autre direction.

Elles construisent leur structures d'auto-organisation: leurs comités populaires, leurs groupes d'autodéfense, leurs barrages couvrant tout le pays contre la police de Ben Ali, les milices du RCD, les partisans du dictateur en fuite. Mais face à ces forces structurées, les comités populaires ont besoin d'être fédérés, les milices d'être équipées, leur fonctionnement centralisé.

Elles posent la question de la propriété: elles exigent l'éviction des PDG liés à la dictature (Tunisair, Tunisie Télécom, transports...), soulèvent la question des richesses accaparées par le clan Ben Ali-Trabelsi, en lien étroit avec de grands groupes français. Au bout, c'est la propriété capitaliste elle-même, la tutelle impérialiste sur le pays qui sont en cause.

Seul un parti ouvrier révolutionnaire pourrait mener à bien ce combat

Construire un tel parti, rassembler les forces pour cela pourrait passer aujourd'hui par le combat pour que l'UGTT convoque une **assemblée nationale des comités populaires**, composée de délégués élus dans les quartiers populaires, les villages, les grandes concentrations de travailleurs.

Une telle assemblée serait à même de répondre aux problèmes brûlants du prolétariat: centralisation et coordination des comités et milices populaires, démantèlement des réseaux et des milices du régime, ouverture des livres de comptes et organisation du contrôle ouvrier sur les prix. Elle poserait les bases d'un programme ouvrier: expropriation des maffieux et des grands groupes capitalistes, nationalisation des banques, contrôle ouvrier sur la production.

Le combat pratique pour en finir avec toutes les institutions, avec la constitution de Ben Ali, met à l'ordre du jour la convocation d'une **Assemblée Constituante** posant les bases d'un nouveau régime, ouvrant la voie à un gouvernement ouvrier et paysan. Mais aucune confiance ne peut être accordée pour la convoquer aux anciens piliers de la dictature, à des « élections libres » où ne pourraient se présenter que des candidats financés par les lobbies maffieux. Seule une conférence nationale des comités populaires, donnant aux travailleurs et à la jeunesse les moyens de construire leur représentation, peut permettre d'en finir avec la dictature.

En France: la place des travailleurs et de la jeunesse est aux côtés des masses tunisiennes

L'impérialisme français, son gouvernement Sarkozy-Fillon pèsent d'un poids significatif en Tunisie. Il n'est pas de salut pour la révolution tunisienne sans que l'ingérence de l'Etat français soit rejetée, ses alliés locaux évincés, les accords et contrats imposés à la Tunisie dénoncés.

A ce jour, les dirigeants des principaux syndicats et partis issus du mouvement ouvrier s'alignent sur le gouvernement Sarkozy-Fillon en réclamant, comme lui, des « élections libres » organisées par un « gouvernement provisoire » issu de la dictature. Ils s'opposent ainsi de fait, quoi qu'ils en disent, aux revendications des travailleurs et de la jeunesse de Tunisie.

Il faut au contraire leur imposer de rompre avec Sarkozy, de dénoncer sa politique, d'appeler à manifester devant l'ambassade de Tunisie, les consulats, les préfectures pour exprimer le soutien aux revendications des masses tunisiennes: « A bas le gouvernement provisoire et le RCD », exiger la levée de l'état d'urgence en Tunisie et l'octroi de toutes les libertés démocratiques. Ils doivent également dénoncer et combattre toute intervention française: non à l'envoi d'« observateurs » français ou européens en Tunisie! Ainsi, serait engagée la jonction des travailleurs immigrés, des jeunes issus de l'immigration avec la masse du prolétariat contre leur ennemi commun.

La révolution tunisienne montre la voie aux travailleurs de tous les pays

C'est en réaction aux conséquences de la crise mondiale du capitalisme que les travailleurs et la jeunesse de Tunisie sont amenés à se battre pour en finir avec la dictature et posent la question du pouvoir. Dès l'éclatement de cette crise, en 2008, un grand mouvement de grèves et de manifestations dans le bassin minier de Gafsa, durement réprimé, avait constitué le signe annonciateur de la révolution tunisienne. L'immolation par le feu de Mohamed Bouazizi, jeune diplômé sans travail, réduit à vendre des légumes à la sauvette pour nourrir sa famille, a été perçue par des millions d'exploités comme l'expression du sort que leur réserve le capitalisme en crise. C'est un combat collectif pour la vie qui les a conduit à chasser Ben Ali, à vouloir en finir avec la dictature. En dernière analyse, ce combat ne peut qu'aboutir à la remise en cause de l'ordre capitaliste lui-même.

Les racines de cette révolution ne sont pas propres à la Tunisie. Tous les pays du Maghreb et du Moyen-Orient connaissent les mêmes régimes inféodés aux anciennes métropoles impérialistes, quand il ne s'agit pas d'occupations militaires comme en Irak ou au Liban – sans parler de la Palestine. Tous les prolétariats de la région subissent de plein fouet les conséquences de la crise: la surexploitation, le chômage de masse, les prix alimentaires dopés par la spéculation et la corruption, le népotisme, l'absence des libertés démocratiques les plus élémentaires.

En Europe, tous les gouvernements s'arc-boutent pour faire payer la crise aux travailleurs et à la jeunesse, adoptent des plans de combat contre tous leurs droits et acquis: retraite, santé, éducation, services publics, suppressions de postes et licenciements massifs, baisses de salaires et précarité généralisée. Ils se heurtent à une mobilisation croissante de la jeunesse en lutte pour son avenir, se préparent à des combats d'ampleur contre le prolétariat.

La révolution tunisienne annonce d'autres développements révolutionnaires. De son extension aux pays voisins procéderait la réaffirmation d'une perspective: celle des Etats-Unis socialistes du Maghreb, seuls à même de permettre que le carcan de l'impérialisme soit rompu. Dans tous les pays, la lutte contre les plans anti-ouvriers conduira les travailleurs et la jeunesse à combattre les gouvernements au service des capitalistes, à vouloir mettre en place des gouvernements ouvriers à leur service, à vouloir en finir avec le capitalisme lui-même. Préparer ce combat, c'est combattre pour la construction d'un Parti Ouvrier Révolutionnaire, d'une Internationale Ouvrière Révolutionnaire: c'est dans cette perspective que se disposent les militants regroupés autour de *Combattre pour le socialisme*.

Le 22 janvier 2011